



Le ministère de la Santé voudrait fermer des hôpitaux au nom de la performance et de la modernisation ! Les services néonatalogie, réanimation, pédiatrie et chirurgie de Beaumont sont en danger, ce qui menace les services d'urgence et de maternité ! ... Fermeture programmée de 90 lits et suppression de 200 postes ... Le manque criant de médecins de ville dans nos communes entraîne déjà la saturation des services d'urgence qui travaillent 24h/24 sous pression avec des temps d'attente de 7 à 10 heures pour les patients... Pour les 180 000 habitants de ce territoire, c'est la catastrophe sanitaire !

Comment est-ce possible qu'on ose ainsi toucher à ce qui permet de soigner les populations ?

C'est ce qu'ils nous rabâchent : l'hôpital est dans le rouge avec 30 millions de dettes. Il faut moderniser !

Moderniser, économiser ? Ont-ils oublié qu'il y a 10 ans, l'hôpital s'est doté d'un plateau technique performant qui lui a coûté 23 millions sans aide de l'Etat, tandis que celui-ci subventionnait pour 30% la rénovation de la clinique privée Conti de l'Isle Adam... Et que cela avait contraint l'hôpital public à 1 million d'euros d'amortissement annuel.

Moderniser ! Pour eux ce serait fermer 90 lits et supprimer 200 postes. Fermer Saint Martin et l'Ehpad de Méru. Ce serait regrouper des services sur Pontoise. Et donc contraindre les patients à se déplacer à Pontoise ou plus loin encore... ou à payer des dépassements d'honoraires exorbitants à Conti... ou à ne plus se soigner !

A Pontoise ? Avec 25 km, pour les plus proches, embouteillés aux heures de pointe tous les jours de la semaine!

A Pontoise ? Où les services de pédiatrie connaissent déjà, en 2018, 54 % d'activité supplémentaire, où l'attente aux urgences est de 12h au minimum ! Et où on est passé de 970 lits à 718 en 2 ans !

Il est inacceptable qu'on ose ainsi jouer avec la santé d'une population, de surcroît en augmentation de 10% depuis 10 ans !

La loi hospitalière Macron 2022, organise la disparition des hôpitaux de proximité transformés en dispensaires aptes à ne dispenser que la médecine gériatrique, ou « des soins de base », sans maternité, ni service d'urgence ni chirurgie ... organise le transfert des activités les plus lucratives du public vers le privé...

Nous le dirons à Madame Buzyn ministre de la Santé à qui nous avons demandé rendez-vous, est-ce cela qui va advenir ici à Beaumont ? Nous ne l'acceptons pas ! Nous ne laisserons pas démanteler nos 3 hôpitaux complémentaires de Beaumont, Méru et Saint Martin.

La population des villes environnantes est durement touchée par le chômage, la précarité. Mais ici comme ailleurs elle cotise toute sa vie à la Sécurité sociale, elle a le droit à la médecine, à tous les services qui sont nécessaires à sa santé, et pas seulement des « soins de base » !



On n'a pas le droit de la mettre en péril. C'est ce qu'ont dit plus de 600 habitants le 6 avril en manifestation de Chambly, Persan, jusqu'à Beaumont ...

Et maintenant dans 24 communes, maires et conseils municipaux se sont joints à la protestation... (Méru, Persan, Bernes, Bruyères, Beaumont, Saint-Martin, La Drenne, Lormaison, Mériel, Mours, Luzarches, Pouilly, Chambly, Corbeil-Cerf, Viarmes, Maffliers, Villiers le Sec, Presles, Belle-Eglise, Valmondois, Mériel, Fresnoy-en-Thelle, Asnières-sur-Oise, Nointel. Et les Communautés de communes de Carnelle Pays de France et du Haut Val d'Oise.

NOUS APPELONS LA POPULATION A REJOINDRE LE RASSEMBLEMENT QUI SE TIENDRA SUR LE PARVIS DE LA PRÉFECTURE DE CERGY LE 22 MAI À 14 H OÙ UNE DÉLÉGATION SERA REÇUE

